

Nous devons faire mentir Aung San Suu Kyi

Depuis le 15 août, la Birmanie s'est rappelée à notre souvenir. Pour avoir pacifiquement protesté contre la hausse des prix du carburant, des manifestants sont chaque jour emprisonnés. La convention nationale, censée relancer le processus électoral, n'a rien donné, les partis de l'opposition l'ayant boycottée. Mais il n'y a rien de nouveau : cela fait 50 ans, après l'indépendance de la Birmanie et l'arrivée au pouvoir de la junte militaire, que cela dure. Exécutions, détentions arbitraires, tortures : le pays offre, au cœur d'une Asie qui se développe, un visage apocalyptique. Le phénomène des enfants-soldats (au nombre de 70 000) et des prisonniers politiques (plus de mille), le travail forcé, les discriminations et les violences à l'égard des minorités ethniques, persistent.

On en oublierait presque, au milieu de cette répression généralisée, qu'une femme de 62 ans, dont quinze en détention, est encore debout : c'est Aung San Suu Kyi, dont le nom signifie en langue birmane « collection brillante de victoires étranges ». Sa victoire, elle la tenait en 1990 lorsque son parti, la Ligue nationale pour la Démocratie, avait obtenu 80% des voix lors des premières et seules élections libres du pays. Depuis, la « Mandela asiatique » est assignée à résidence. L'aura de son père, père de l'indépendance birmane, l'obtention d'un prix Nobel de la paix en 1991, les suppliques de ses enfants auprès de la junte : rien n'y a fait. Le pouvoir, plus inflexible que jamais, reste replié sur lui-même. Le peuple birman est terrorisé et le pays exsangue. Il serait lâche de les abandonner.

Que fait la communauté internationale ? Il faut bien que quelqu'un dise que tout ce qu'elle a tenté a échoué. Les sanctions ? Nous avons voulu marginaliser les militaires au pouvoir mais c'est la société birmane qui se retrouve isolée. Les Nations-Unies ? Cela fait vingt ans que ses émissaires reviennent les mains vides. L'Union européenne ? Elle a arrêté une position consistant, en gros, à ne pas plus avoir de relations politiques avec la junte au pouvoir. Des artistes de renommée internationale comme Bono, U2, Sting, Peter Gabriel, Paul Mc Cartney n'ont cessé de plaider « for the Lady » pour qu'elle « continue de marcher ». En vain. Desmond Tutu et Vaclav Havel ont jeté, en 2006, leur force morale dans ce combat sans fin, plaidant pour une résolution du Conseil de sécurité des Nations-Unies en faveur de réformes démocratiques en Birmanie. La Chine et la Russie s'y sont opposées.

Et la France dans tout ça ? Dans ce concert de désolations, je suis convaincue qu'elle a un rôle à jouer. Les démocraties ont déjà toutes appelé à la libération des prisonniers politiques. Mais les mots ne suffiront pas.

Nous devons intensifier nos efforts pour réinsérer la Birmanie dans un processus de démocratisation. Cela passe d'abord par une étroite collaboration avec les Asiatiques. Car, tout ce que nous ferons sans eux, nous risquerions de le faire contre eux. Il est donc important que l'Asie prenne des mesures concrètes pour mettre fin à la répression en Birmanie. Il en va de son intérêt : l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) fêtera en novembre ses quarante ans. Elle, qui vient de se doter d'une commission des droits de l'homme, doit jouer franc-jeu avec la junte et avec nous. Il en va de l'honneur du continent asiatique qui aspire à être une des vitrines du monde.

Il est également important que la France applique l'agenda international, au plus près. Dans quelques semaines, à New York, je présiderai, aux Nations-Unies, une réunion de travail sur les enfants-soldats. L'Union européenne y présentera une résolution sur la situation des droits de l'homme en Birmanie. M. Gambari, représentant spécial des Nations-Unies pour ce pays, que j'ai voulu rencontrer dès ma prise de fonctions, doit bénéficier de notre soutien total. Il a été le seul à avoir rencontré Aung San Suu Kyi ces dernières années. Mais parce que le problème birman ne doit pas devenir le symbole de l'impuissance des Nations-Unies, je pense qu'il est urgent que M. Gambari se rende en Birmanie, sans attendre .

Notre pays devra peser de tout son poids pour convaincre nos partenaires européens de l'échec de notre stratégie et de l'urgence de la repenser. C'est une obligation morale.

Aung San Suu Kyi avait dit, un jour, que « *vu de Rangoun, Paris n'apparaît pas comme un ardent défenseur de la démocratie et du respect des droits de l'homme. Ni en Birmanie ni ailleurs dans le monde* ». Nous devons la faire mentir. Et tout tenter pour sa libération.

Rama Yade, Secrétaire d'Etat chargé des Affaires étrangères et des droits de l'Homme
Tribune publiée le 5 septembre 2007 dans le journal Le Figaro